



RAPPORT
ANNUEL
2010

WETLANDS
INTERNATIONAL
AFRIQUE



ACRONYMES

- **AICAD** - Institut Africain pour le Développement des Capacités
- **CMAE** - Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement
- **AWF** - African Wildlife Foundation
- **BIOMAC** - Réseau de Biodiversité Marine et Côtière en Afrique de l'Ouest
- **CITES** - Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
- **CDB** - Convention sur la Diversité Biologique
- **OCB** - Organisation Communautaire de Base
- **FIBA** - Fondation Internationale du Banc d'Arguin
- **FLA** - Approche Fonctionnelle des Paysages
- **DIN** - Delta Intérieur du Niger
- **UICN** - Union Internationale pour la Conservation de la Nature
- **GIRE** - Gestion Intégrée des Ressources en Eau
- **KWA** - Kenya Wetlands Alliance
- **KWSTI** - Kenya Wildlife Service Training Institute
- **AMP** - Aire Marine Protégée
- **ABN** - Autorité du Bassin du Niger
- **ONG** - Organisation Non Gouvernementale
- **OPIDIN** - Outil de Prédiction des Inondations, dans le Delta Intérieur du Niger et Marine en Afrique de l'Ouest
- **PRCM** - Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest
- **RAMCEA** - Centre Ramsar pour l'Afrique de L'Est
- **CCNUCC** - Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
- **UWEC** - Uganda Wildlife Education Center
- **WIA** - Wetlands International Afrique
- **WWF** - Organisation mondiale de protection de l'environnement

NOS PUBLICATIONS EN 2010

Conservons la biodiversité

À l'heure de l'écologie, les enjeux de biodiversité sont devenus incontournables. Les initiatives de protection de la biodiversité sont nombreuses et variées. Elles sont portées par des acteurs publics et privés, des associations, des ONG, des entreprises, des collectivités locales, des citoyens... Elles ont pour objectif de protéger les espèces, les habitats, les écosystèmes et les services qu'ils fournissent.

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

OPIDIN

Appui à la biodiversité d'eau douce du delta intérieur du Niger

2010 est l'Année internationale de la Biodiversité

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

CONSERVONS LES ZONES HUMIDES D'AFRIQUE

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

CONSERVONS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

CONSERVONS LES ZONES HUMIDES D'AFRIQUE

Pour les populations et la biodiversité

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

QUATRE ETATS

Le Niger, le Mali, le Bénin et le Nigeria ont signé un accord de coopération pour la protection et la gestion durable des zones humides d'eau douce du delta intérieur du Niger.

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

BIO-RIGHTS AU MALI

Microliance communautaire pour la conservation des zones humides dans le Delta Intérieur du Niger

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

INCORPORATION DES PARTENAIRES POUR LA CONSERVATION

Le succès de la conservation de la biodiversité dépend de la participation active des communautés locales. C'est pourquoi il est essentiel d'impliquer les populations locales dans les projets de conservation.

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

Conservons la biodiversité en Afrique de l'ouest

La biodiversité est un patrimoine précieux qui nous permet de maintenir l'équilibre de nos écosystèmes et de garantir notre avenir.

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

LES ZONES HUMIDES ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

Le Delta Intérieur du Niger s'assèche-t-il et de l'utilisation de l'eau en amont?

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

Le Fond d'Impulsion Promotion communautaire de la conservation en Afrique

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

CONSERVONS LES ZONES HUMIDES D'AFRIQUE

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

UNE UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU POUR LE NIGER

www.africawetlands.org

UNE UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU POUR LE NIGER

www.africawetlands.org

CONSERVE AFRICA'S WETLANDS

Wetlands International Africa
www.africawetlands.org

04

TRADITIONNELLES VOIES DE MIGRATION DES ÉLÉPHANTS
DANS LES ZONES HUMIDES DU KIMANA.

*WIA note de plus en plus une augmentation des conflits entre
l'homme et la faune pour l'accès aux ressources en eau.*



[SOMMAIRE]

- 2** Acronymes
- 3** Nos publications en 2010
- 5** Sommaire
- 7** Presentation de Wetlands International Afrique
- 8** Nos zones humides
- 9** Le mot du Directeur régional Afrique
- 11-13** Protéger les zones humides au Kenya et au Malawi
- 15-16** Gestion rationnelle des zones humides au Mali
- 18-20** Création d'une aire marine protégée dans la baie de Yawri, en Sierra Leone
- 22-23** Gestion des ressources naturelles en Guinée Bissau
- 25-26** Protection des lamantins Ouest Africains
- 28-29** Conservation des oiseaux migrateurs
- 31** Biomac - renforcement des partenariats dans la conservation
- 32-33** Bio-rights - microfinance communautaire pour la conservation des zones humides
- 35** Fond d'impulsion - Promotion de l'approche communautaire pour la conservation
- 36-37** Renforcement des capacités Africaines
- 39** Politiques qui protègent les zones humides
- 40-41** Liste des projets de 2010 + Revue financière
- 42** Présentation de notre conseil d'administration
- 43** Présentation du personnel de wetlands + credits
- 44-45** Photos d'équipe



06

WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE EST DÉTERMINÉ
À PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DES OCÉANS.

*Les baleines à bosses se trouvent dans tous les océans du
monde entier, y compris en Afrique.*

PRESENTATION DE WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE

Wetlands International est une organisation mondiale indépendante, à but non lucratif, qui se consacre à la conservation des zones humides dans plus de 100 pays. Wetlands International Afrique (WIA) est la branche africaine de l'organisation.

Le siège régional de WIA se situe à Dakar, au Sénégal. L'organisation est aussi présente au Mali, en Guinée Bissau, en Sierra Leone et au Kenya. Cependant, nos programmes axés sur les zones humides côtières et intérieures s'étendent sur l'ensemble du continent.

On estime que les écosystèmes des zones humides de l'Afrique couvrent plus de 131 millions d'hectares. Ils offrent un large éventail de services écosystémiques qui contribuent au bien-être des populations avec notamment l'apport en nutrition, la purification et l'approvisionnement en eau, la régulation du climat et des inondations, la protection du littoral, les sites de repos et de reproduction, les opportunités récréatives et, de plus en plus, le tourisme.

Les communautés, en particulier celles qui vivent près des zones humides, sont fortement tributaires des zones humides et sont directement affectées par leur dégradation. Par exemple, pour leur subsistance et leurs revenus, les communautés dans les grandes plaines inondables et les marécages du Waza-Logone du Cameroun dépendent entièrement de celles-ci. Au Cap-Vert, les produits de la pêche représentent 63% des exportations du pays.

Malgré leur importance, les activités humaines et le changement climatique affectent les zones humides plus vite que tout autre écosystème. Par exemple, le développement agricole a réduit de 43 % la taille originale du marais de Mfolozi, en Afrique du Sud, tandis que les déversements accidentels d'hydrocarbures, la combustion de gaz en torchère, l'exploitation incontrôlée des ressources forestières, la surpêche et le développement des infrastructures inadéquates constituent une menace sérieuse pour le delta du Niger. Par ailleurs, le changement climatique devrait aggraver la perte de zones humides et diminuer la capacité naturelle de celles-ci à atténuer les impacts négatifs sur l'environnement.

Wetlands International Afrique encourage les interventions pratiques, stratégiques et les politiques qui améliorent la gestion des écosystèmes des zones humides. Wetlands International Afrique est impliquée dans :

- La restauration des mangroves d'Afrique de l'ouest et de la biodiversité du littoral,
- La promotion de la gestion intégrée de l'eau dans le delta intérieur du Mali au Niger,
- Le renforcement des moyens de subsistance communautaires dans les zones humides du Kimana au Kenya, au pied du mont Kilimandjaro,
- La réduction des effets du changement climatique par la lutte contre l'érosion dans les dambos (zones humides) saisonnières du Malawi,
- Le suivi et la protection des oiseaux d'eau migrateurs, des lamantins, des dauphins et d'autres espèces menacées sur tout le continent.



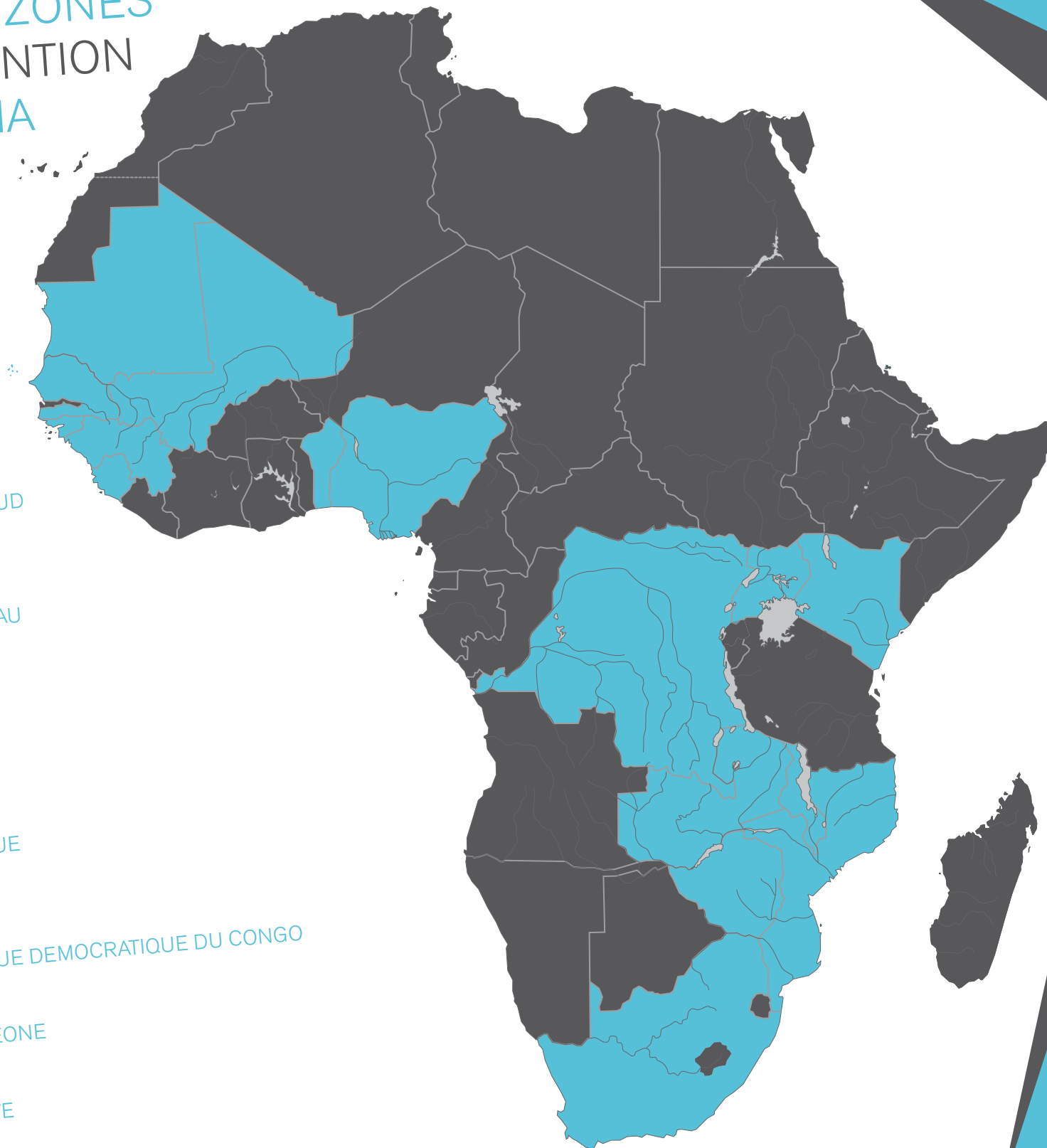
Le personnel de WIA pendant une retraite de Travail

Wetlands International Afrique, à travers des partenariats, travaille à la protection des ressources en eau en Afrique. Elle bénéficie de l'appui d'un vaste réseau d'experts, de dizaines de milliers de bénévoles, ainsi que d'institutions de conservation et de gouvernements.

Mission de Wetlands International

Conserver et restaurer les zones humides, leurs ressources et leur biodiversité pour les générations futures.

CARTE DES ZONES D'INTERVENTION DE WIA



08

- AFRIQUE DU SUD
- BENIN
- CAP-VERT
- GUINEA-BISSAU
- GUINEA
- KENYA
- MALI
- MALAWI
- MAURITANIE
- MOZAMBIQUE
- NIGERIA
- OUGANDA
- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
- SENEGAL
- SIERRA LEONE
- ZAMBIE
- ZIMBABWE

LE MOT DU DIRECTEUR REGIONAL

IBRAHIMA THIAM, Wetlands International - Directeur Régional

Chers amis et sympathisants,

Les Nations Unies ont consacré l'année 2010, année internationale de la biodiversité. Elle devait être une célébration de la vie sur terre et de la valeur de la biodiversité pour nos vies.

Les zones humides telles que les lacs, les rivières, les marais et les zones côtières sont, en moyenne, plus riches en biodiversité que tous les autres écosystèmes. Des millions de personnes, des animaux, des plantes et des espèces d'oiseaux d'eau dépendent des zones humides. L'année internationale de la biodiversité a souligné la pertinence de la mission de Wetlands International visant à conserver et à restaurer les zones humides, leurs ressources et leur biodiversité pour les générations futures. D'ailleurs, les Nations Unies ont prolongé l'année de la biodiversité en une décennie de la biodiversité (2010-2020), et nous sommes impatients de travailler avec vous pour atteindre les objectifs internationaux et continentaux pour la biodiversité.

La protection et la restauration de la riche biodiversité des zones humides par l'amélioration de notre gestion des ressources en eau doivent continuer à être au centre du développement de l'Afrique. Bien que doté de 9 % des ressources en eau du globe et de 11 % de la population mondiale, le continent africain doit faire face aux impacts du changement climatique, à la forte variabilité des précipitations, aux sécheresses et inondations fréquentes, ainsi qu'aux crises alimentaires et agricoles et aux multiples défis liés au partage de l'eau dans nos frontières nationales.*

L'approche holistique de Wetlands International Afrique (WIA) relative à l'écosystème des zones humides offre des solutions sur le long terme quant aux défis liés à l'eau.

L'année dernière, nous avons remporté un certain nombre de victoires significatives, notamment : la restauration des écosystèmes de mangrove dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest, la collaboration avec plusieurs parties prenantes dans la protection de la baie de Yawri en Sierra Leone, le succès du lancement d'un outil de prédiction des inondations (OPIDIN) au Mali, la promotion communautaire de la conservation par le biais de petites subventions, etc.

2010 a également vu la création de la Fondation Wetlands International Afrique, une nouvelle entité juridique qui se focalise sur la stratégie africaine. En outre, WIA a élaboré un business plan dynamique ainsi qu'un dossier de demande de subventions, qui nous mettraient dans une meilleure position afin d'être plus transparent envers nos partenaires.

Nous vous encourageons à suivre les efforts de conservation des zones humides en Afrique qu'effectue l'équipe de WIA, professionnels des zones humides, et qu'elle partage ici avec nous. Nous vous sommes très reconnaissants de votre soutien continu à WIA.

*Rimma Daňková, Satoru Ueda, Ashok Subramanian, Winston Yu, et Jyothsna Mody (2010). Ressources en eau, un intérêt commun, à 271.

FEMMES MASSAI SE RENDANT À UNE RÉUNION COMMUNAUTAIRE À KIMANA, DANS LE SUD DU KENYA.

La végétation en arrière plan est une partie de la zone humide de kimana.



PROTEGER DES ZONES HUMIDES AU KENYA ET AU MALAWI

EMMA GREATRIX, Chargée de programme, Programme zones humides et moyens d'existence

Une zone humide peut transformer les capacités de subsistance d'une communauté. Au Kenya et au Malawi, des politiques durables en faveur des zones humides ont été adoptées et se traduisent aujourd'hui par de bonnes pratiques. Grâce à une planification intersectorielle intense et un engagement communautaire efficace, les moyens de subsistance sont accrus.

ZONES HUMIDES DE SIMLEMBA, MALAWI

Réalisations 2010

MALEZA et ses partenaires ont répliqué une approche innovatrice (Functional Landscape Approach) dans 8 villages de la zone de Simlemba située dans le district de Kasungu. Cette approche implique une gestion durable des zones humides locales (dambos) sans épuiser les réserves d'eau. Il s'agit d'une approche de formation, fondée sur la science, sur les nouvelles techniques de jardinage, l'utilisation efficace des ressources en eau, le choix des sites agricoles, l'utilisation de cultures adaptées aux zones humides et à faible consommation en eau et le renforcement des capacités pour une meilleure commercialisation des produits.

- 2445 agriculteurs (1400 femmes et 1045 hommes) ont acquis des compétences diverses en matière d'approche fonctionnelle du paysage ;
- La diversification des cultures a été introduite via la distribution de semences ;
- 30 000 plants d'arbres élevés en pépinière ont été plantés tout au long du bassin pour améliorer la filtration de l'eau et la protection des zones humides ;
- 47 hectares sur le périmètre supérieur des zones humides ont été protégés à partir du marquage de banquettes à rétention.

Facteurs contribuant à la réussite

Après les projets pilotes, les agriculteurs ont souhaité étendre l'approche à travers des échanges entre agriculteurs, et ont ainsi directement conseillé leurs voisins. Le projet va au-delà de la formation en méthodes techniques et de la distribution des semences et de matériel. Il renforce aussi la capacité des instances de décision environnementales au niveau du district et des agents de l'agriculture pour superviser la gestion des zones humides. A l'avenir, ceci devrait idéalement garantir la pérennisation de la démarche.

Bonnes pratiques

L'état des zones humides de Simlemba a un impact direct sur le bien-être des communautés qui y vivent et y trouvent eau, nourriture et sources de revenus. Il s'agit donc d'un très bon exemple d'une approche scientifique progressivement mise en œuvre au niveau communautaire, et qui a connu une réussite telle que les communautés décident d'elles-mêmes de partager leurs expériences avec les communautés voisines.

Ce que nous pouvons faire pour appuyer les efforts de restauration des zones humides du Kimana et du Simlemba :

- Au niveau local - jouer un rôle actif dans la prise de décision en devenant, par exemple, membre d'un comité de gestion des ressources naturelles.
- Au niveau national / international - s'impliquer dans des initiatives de gestion des zones humides ; s'efforcer de placer la question des zones humides sur les agendas internationaux

La restauration des zones humides

- Les zones humides de petite taille sont importantes et méritent autant de considération que les lacs et les vastes marécages.
- Toutes les zones humides n'ont pas besoin d'être protégées, leurs ressources pouvant être utilisées de façon durable. Des exemples tels que Kimana et Simlemba montrent à quel point les zones humides sont essentielles pour la subsistance et la sécurité alimentaire.
- Les zones humides et leur gestion durable sont essentielles pour assurer la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique.
- Dans le cadre de la gestion des zones humides, les gouvernements et les partenaires financiers ont tous besoin d'une perspective à long terme, notamment dans les zones soumises à une forte pression, où les humains et la faune se disputent les rares ressources en eau disponibles.

ZONES HUMIDES DU KIMANA, KENYA

Réalisations 2010

L'Association zones humides de Kimana sensibilise sur le changement climatique et montre combien des mesures facilement applicables et peu onéreuses telles que la protection des sources et la plantation d'arbres peuvent aider à améliorer la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique.

La communauté du Kimana a mis sur pied l'Association des zones humides du Kimana (KWA), une organisation qui sera dorénavant chargée de promouvoir la gestion durable des zones humides du Kimana, au Kenya. Ses 80 membres, comprenant des femmes (25), des jeunes (15) et des hommes (40), permettent aux habitants du Kimana d'influencer les décisions relatives à la gestion. Le Plan de gestion intégrée des zones humides du Kimana et sa mise en œuvre a été revu et largement approuvés par l'Association, en partenariat avec les parties prenantes locales et nationales.

Facteurs contribuant à la réussite

Il est important de noter le partenariat réussi avec l'African Wildlife Foundation (AWF) et de nombreux acteurs locaux (OCB, ONG, ministères etc.). Cela a permis une meilleure orientation et mobilisation. Chaque partie prenante avait un rôle précis à jouer dans le processus qu'elle s'est appropriée.

AWF, KWA, et les partenaires ont pu partager leurs expériences avec le forum national multipartite des zones humides du Kenya, qui a plaidé pour la ratification de la Politique nationale des zones humides. Lors d'une visite de démonstration réussie effectuée par la commission parlementaire sur les terres et les ressources naturelles, les parlementaires ont pu mesurer de près les besoins en matière de gestion durable dans les zones humides du Kimana. Ceci a renforcé l'élan vers la finalisation de la Politique nationale des zones humides. Les autorités gouvernementales, avec l'appui du PNUE, effectuent actuellement un inventaire des zones humides du Kenya.

Bonnes pratiques

Cela a mis en évidence le fait qu'un plan élaboré, approuvé localement et appuyé par une association locale peut être un moyen efficace de gérer les ressources en eau et des milieux humides subissant une forte pression.

Les actions locales utilisées d'une manière efficace peuvent également influencer sur la politique nationale. Une fois que la politique nationale relative aux zones humides du Kenya sera mise en place, KWA jouera un rôle primordial dans l'amélioration de la protection et la gestion des zones humides dans l'ensemble du pays.

UN MASSAI DE KIMANA, AU SUD DU KENYA.

Les zones humides de Kimana sont une importante source d'eau pour les terres desséchées environnantes.

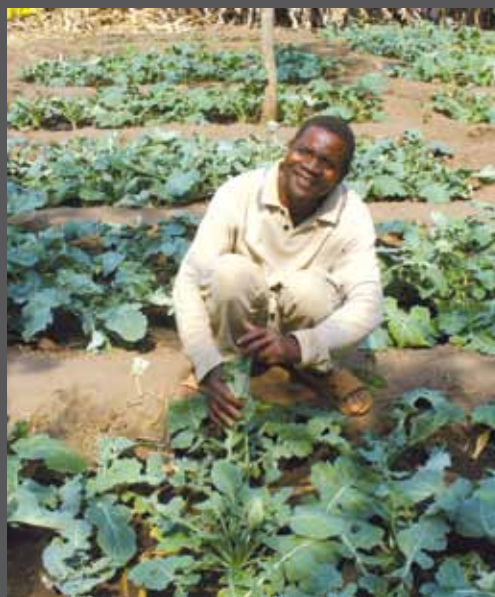


Photo de WIA



FAITS CONCERNANT LA ZONE HUMIDE DE KIMANA

- Située dans la partie sud de la Vallée du rift Kenyan, bordant le mont Kilimandjaro (Tanzanie), la 3ème plus haute montagne de la planète.
- Elle prend sa source dans plusieurs montagnes émanant du mont enneigé du Kilimandjaro et est essentielle à la vie dans cette région généralement aride à semi-aride.
- La zone humide du Kimana est constituée principalement d'un ranch d'une superficie de 25 120 hectares qui est la propriété collective de 845 familles élargies de pasteurs traditionnels masai.
- C'est une source de subsistance pour des milliers d'individus : les petits agriculteurs qui utilisent l'eau de la zone humide pour l'irrigation, la communauté pastorale qui a besoin d'eau et de pâturages pour son bétail, sans oublier le secteur du tourisme avec la faune (y compris les éléphants) dans les parcs adjacents.
- La neige du Kilimandjaro aura disparu dans moins de 50 ans, en raison du changement climatique qui se traduira par une réduction de la quantité d'eau dans les zones humides.



FAITS CONCERNANT LES ZONES HUMIDES DU SIMLEMBWA

- Connue localement sous le nom de dambos.
- Située dans le district de Kasungu, à 3 heures de route au nord de Lilongwe, la capitale du Malawi.
- Elle s'étend sur 25 100 hectares, avec une population de 23 241 habitants (données 1998).
- Dans le passé, les communautés de Simlembwa ne se tournaient vers l'agriculture dans les dambos qu'en période de sécheresse. Du fait que les pluies deviennent moins abondantes, l'eau se raréfie et les sécheresses sont plus fréquentes, les agriculteurs au Malawi tournent vers l'agriculture en zones humides tout au long de l'année.
- Les cultures de maïs, de légumes et de fruits dans la zone humide fournissent, toute l'année, de la nourriture à d'autres régions du pays touchées par la sécheresse.
- Sans une gestion responsable, les ressources en eau de la zone humide pourraient rapidement s'épuiser, causant une insécurité alimentaire prolongée.



UN PÊCHEUR ET SA FILLE À MOPTI, DELTA INTÉRIEUR DU NIGER AU MALI.

La population de Mopti est composée d'agriculteurs, de pêcheurs et d'éleveurs qui comptent sur les crues entre juillet et février pour leur subsistance.

GESTION RATIONNELLE DES ZONES HUMIDES DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER

BAKARY KONE, WIA Mali, Coordinateur National

WIA Mali s'efforce de bâtir et mettre en œuvre une vision commune pour faire de la réduction de la pauvreté et du développement durable dans le delta intérieur du Niger (DIN) une priorité.

Triumphes de 2010

WIA Mali est fier de sa participation active au sein des plates-formes de dialogue régional sur la gestion des grandes infrastructures, le long des fleuves ouest africains. La restructuration des flux du fleuve a de graves impacts sur la sécurité alimentaire des communautés situées en aval. Grace à notre approche de gestion rationnelle des zones humides, les services de l'écosystème fournis par le DIN constituent désormais un facteur clé dans la politique nationale de développement.

Ces contributions politiques sur la gestion rationnelle des zones humides dans la planification des barrages se sont poursuivies à un niveau international, durant la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), où WIA a fait un plaidoyer pour le recours à une combinaison de solutions d'ingénierie souples et dures, pour une adaptation efficace au changement climatique. Une étude sur les impacts potentiellement désastreux du changement climatique sur le DIN, intitulée «Le delta intérieur du Niger va-t-il se dessécher ? » était également un instrument de plaidoyer très utile à la Conférence des Parties (COP10) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui s'est tenue à Nagoya au Japon.

En outre, WIA Mali est l'un des organismes impliqués dans la campagne pour la révision du Programme de développement durable du delta intérieur du Niger, qui a été couronnée de succès. Fournissant une vision commune pour toutes les activités du DIN au Mali, le Programme de développement durable du DIN doit coordonner, orienter et rationaliser les nombreux besoins en eau autour du delta. L'impact du développement des infrastructures sur la biodiversité du DIN, ainsi que le rôle important de la société civile sont désormais pris en compte dans le programme.

WIA Mali s'est également imposé comme un partenaire clé de l'Autorité du bassin du Niger (ABN). WIA est désormais régulièrement invité à contribuer aux processus de prise de décisions de l'ABN, où les plans de la riziculture et l'irrigation extensive constituent une menace croissante pour l'eau et la sécurité alimentaire des communautés environnantes. La relation étroite avec l'Autorité du bassin du Niger a été davantage consolidée, avec la co-organisation d'une session de formation d'une semaine sur la prise de décision en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). En outre, la coordination régionale des utilisateurs du bassin du Niger a produit un plan d'action stratégique quinquennal pour favoriser l'implication de la société civile dans le processus décisionnel sur le développement et la gestion des grandes infrastructures du bassin du Niger. WIA Mali a produit une grande quantité de données hydrologiques, écologiques, socio-économiques, ainsi que d'autres relatives à la qualité de l'eau, et des informations liées aux maladies hydriques concernant le DIN.

Au niveau local au Mali

Neuf plans de développement locaux municipaux incluent désormais une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). WIA Mali a également travaillé à restaurer les forêts inondées détruites par les sécheresses passées, maintenir des étangs de poissons dans les herbes inondées, étendre la nouvelle pratique de culture du bourgou*, et encourager les jardins potagers plantés par des groupes de femmes. Six groupes de femmes ont été soutenus dans leurs activités de microcrédit Bio-Rights, avec 5 des sections reboisées qui ont été évaluées comme un succès et qui ont désormais été clôturées.

* Le bourgou est une plante fourragère importante consommée par les populations lors des sécheresses. Il est également nutritif pour le bétail, les poissons et les oiseaux.



LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE L'OPIDIN REpond AU BESOIN D'INFORMATION DES COMMUNAUTES

WIA Mali a lancé avec succès l'OPIDIN (Outil de prédiction des inondations dans le delta intérieur du Niger), un outil de prédiction qui prévoit les périodes hautes et basses des inondations dans le delta intérieur du Niger. Dans la région située entre les villages de Diafarabé et Akka au Mali, l'OPIDIN peut décrire avec précision les inondations et les décrues, et notamment : la pointe de crue, le moment où ce pic sera atteint, les zones pouvant connaître ce pic, et le moment où ces inondations auront décliné jusqu'à un certain niveau. En 2010, le niveau le plus élevé d'inondation a été prévu pour atteindre 521 cm le 24 novembre. Finalement le niveau a été de 506 cm, et cela s'est produit le 1er décembre. Cela montre un niveau acceptable de précision, puisqu'il y a eu moins une semaine et 23 cm de différence.

La capacité de l'OPIDIN à prédire les pics et les décrues est en train de révolutionner la vie des communautés de la partie centrale du delta intérieur du Niger. Les pêcheurs peuvent désormais déterminer le nombre de bateaux et de filets de pêche à acheter pour la haute saison; les agriculteurs peuvent identifier avec précision où et quand planter leur riz, maïs et mil; et les pasteurs peuvent désormais choisir le meilleur moment pour diriger leurs troupeaux à travers les rivières en crue et dans les pâturages fertiles. En outre, il existe de nombreux avantages écologiques lorsque les communautés du DIN utilisent leurs ressources de façon durable.

L'OPIDIN a été développé par WIA Mali en alliance avec Royal Haskoning et Altenburg and Wymenga Ecological Consultants. WIA Mali est en train de renforcer les capacités du gouvernement et des partenaires locaux, qui ont maintenant adopté l'OPIDIN pour la prédiction des inondations annuelles. Avec la réussite des tests de l'OPIDIN dans le centre du delta intérieur du Niger, WIA Mali espère étendre son usage aux régions du nord et du sud du delta.

BREVE PRESENTATION DU DELTA INTERIEUR DU NIGER AU MALI

- Il constitue une partie des 4.200 km du fleuve Niger, qui traverse neuf pays (Guinée, Mali, Niger, Bénin, Nigéria, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Cameroun et Tchad) avant de se déverser dans l'océan atlantique;
- Il couvre plus de 4.119.450 ha, et s'étend sur 400 km du sud-ouest au nord-est au centre du Mali;
- Plus grand que la Belgique, le delta intérieur du Niger est la seconde plus grande plaine inondable du continent et est une de ses zones humides les plus exceptionnelles;
- De mars à juin, le DIN est chaud et sec, avec des températures pouvant atteindre plus de 40°C ; De juillet à février, le DIN est inondé quand le fleuve Niger sort de son lit naturel pour irriguer les terres, fournissant ainsi un terrain fertile que les espèces du sahel menacées d'extinction trouvent uniquement dans ces zones humides exceptionnelles ;
- Il est constitué de plaines inondables, de lacs, des bras de rivières et de petites poches de forêts inondées ;
- C'est un moyen de subsistance direct pour plus de 1,5 millions de personnes ;
- Il accueille près de 4 millions d'oiseaux d'eau et une large variété de plantes d'eau et d'espèces animales.



A wide river, likely the Niger, flows through a landscape at sunset. The sun is low on the horizon, creating a bright, shimmering path of light across the water's surface. In the foreground, a bridge with several concrete pillars spans across the river. A large truck is silhouetted against the bright light as it crosses the bridge. Other smaller figures, possibly people on bicycles, are also visible on the bridge. The background shows a line of trees and distant hills under a hazy, golden sky. A large, stylized blue and white geometric shape is overlaid on the left side of the image.

BEAU COUCHER DE SOLEIL SUR LE FLEUVE NIGER.

Le fleuve Niger traverse neuf pays ouest africains avant de se jeter dans l'océan Atlantique.

CREATION D'UNE AIRE MARINE PROTEGEE DANS LA BAIE DE YAWRI, EN SIERRA LEONE

MAMADOU NIANE, Coordinateur de projets et SHEIKH SOWA, Coordinateur National de Projet

En 2010, la baie de Yawri a été choisie comme première site d'aire marine protégée (AMP) en Sierra Leone. Avec les tortues de mer, les principaux oiseaux d'eau migrateurs, les lamantins, une variété d'espèces de poissons, les mangroves, ainsi qu'une flore et une faune uniques, la biodiversité de la baie de Yawri est vitale pour les ressources marines et côtières.

Pour démarrer le processus de développement des AMP, WIA a réuni toutes les parties prenantes concernées. Il s'agit notamment du ministère de la pêche et des ressources halieutiques, l'institut de biologie marine et d'océanographie, le ministère de l'agriculture, de la foresterie et de la sécurité alimentaire, l'agence pour la protection de l'environnement, la société de conservation pour la Sierra-Léone, l'association des syndicats de la pêche en Sierra Leone, et l'association des syndicats unis de la pêche en Sierra Leone. Ces institutions gouvernementales et de la société civile ont choisi, ensemble, le premier site d'AMP et ont ensuite convenu des étapes nécessaires pour le rendre pleinement opérationnel. Le processus de création de l'AMP a connu plusieurs étapes.

PREMIERE ETAPE

La création d'un comité directeur et d'un groupe de travail composé des institutions mentionnées ci-dessus ;

SECONDE ETAPE

L'utilisation des études de référence pour évaluer l'hydrologie, l'écologie, la socio-économie, la gouvernance de la région, les stocks de poissons et les conditions terrestres afin de cartographier les besoins en matière de protection de la baie. En outre, une évaluation des besoins a été menée avec succès, en ce qui concerne la subsistance et les besoins de renforcement des capacités, de même qu'un plan de communication a été élaboré.

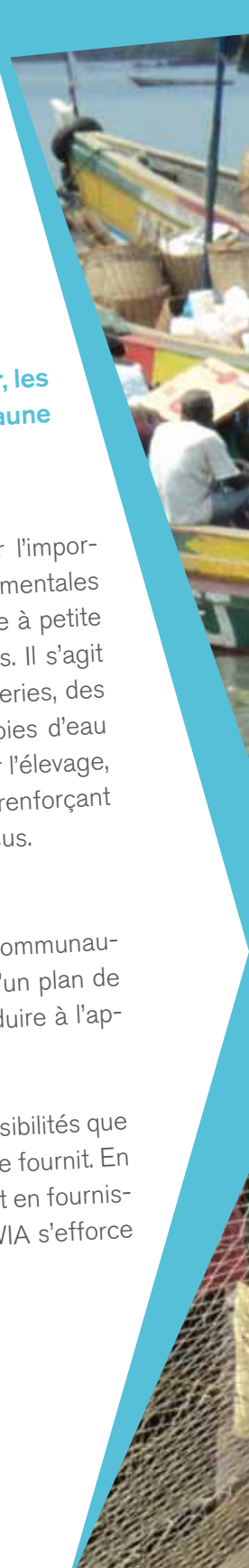
TROISIEME ETAPE

Le renforcement de la sensibilisation des communautés sur l'importance de l'exploitation durable de leurs ressources environnementales tout en leur fournissant des moyens alternatifs de subsistance à petite échelle afin de réduire la pression sur les ressources côtières. Il s'agit notamment d'encourager la production en fournissant des rizeries, des fours pour la transformation du poisson, le nettoyage des voies d'eau pour faciliter le transport des marchandises, une formation sur l'élevage, l'allocation de microcrédits aux groupes de femmes, tout en renforçant les capacités à mieux gérer les activités mentionnées ci-dessus.

QUATRIEME ETAPE

La mise en place d'un comité de pilotage pour la gestion communautaire qui facilitera la mise en œuvre de l'AMP, l'élaboration d'un plan de gestion et le soutien au processus juridique qui devrait conduire à l'approbation par le Parlement de l'AMP.

Les parties prenantes de la baie de Yawri tirent parti des possibilités que la gestion efficace et participative d'une aire marine protégée fournit. En initiant une meilleure gestion de ces ressources naturelles et en fournissant des sources alternatives de moyens de subsistance, WIA s'efforce à ralentir la tendance actuelle de la surexploitation.





PÊCHEURS SIERRA LÉONAI
RÉPARANT LEURS FILETS.

Pour réduire la pression sur les ressources halieutiques Sierra Léonaises, WIA forme les pêcheurs locaux à des activités alternatives à petite échelle.



Mohammed Albert Tarawallie - MEMBRE DU PARLEMENT - 59^{ème} circonscription
(Région de Magburaka-Tonkolili)

VISITE D'ÉCHANGE ENTRE LA BAIE DE YAWRI (SIERRA LEONE) ET JOAL (SENEGAL)

Treize délégués en provenance de la Sierra Leone ont visité l'AMP de Joal, au Sénégal. Des autorités des ministères de la Pêche et de la Foresterie, des parlementaires, des représentants de la société civile et des pêcheurs de la baie de Yawri ont observé de près le fonctionnement de l'AMP de Joal. La visite d'échange d'une semaine fait partie d'un processus de mise en place d'au moins deux aires marines protégées en Sierra Leone, en commençant par la baie de Yawri. L'Honorable député sierra léonais Tarawallie, de la 59^{ème} circonscription, a bien voulu partager son expérience.

Quels sont les positives à faire de la baie de Yawri une aire marine protégée (AMP) ?

La conservation, la protection et la restauration de la pêche, la biodiversité et les ressources naturelles pour l'utilisation durable par les communautés locales.

L'exploitation responsable des ressources

L'impact positif sur les activités socio-économiques des populations et du pays dans son ensemble

La pratique d'un modèle participatif de gouvernance et le partage du pouvoir dans la gestion des ressources

Quels sont les défis que vous êtes susceptibles de rencontrer dans la mise en place d'une AMP ?

Il se peut que certains membres de la communauté soient réticents à l'idée d'une AMP. Au début, la limitation de la période de pêche signifiait une réduction du revenu quotidien, mais l'augmentation attendue de la taille et du nombre de poissons devrait avoir un impact positif sur le long terme.

Il y a aussi des défis liés au changement des mentalités au sein de la communauté des pêcheurs. Des conflits ont déjà été connus par l'un des membres de notre comité directeur. James Koroma (un pêcheur de la baie de Yawri) a été battu par ses collègues pêcheurs pour s'être prononcé contre l'utilisation de (filets) monofilaments qui capturent les poissons juvéniles.

Toutes les conditions sont-elles réunies pour faire de la baie de Yawri une AMP ?

Les chantres de l'AMP ont commencé la sensibilisation de Tombo à Shenge. Les études préparatoires ont été effectuées. Nous sommes maintenant fin prêts pour établir une AMP.

Quel rôle devez-vous jouer individuellement pour faire de la baie de Yawri une AMP ?

Je suis le point focal pour le partage du pouvoir et les initiatives de gouvernance participative en Sierra Leone, qui doivent apporter des perspectives clés dans la mise en œuvre d'une AMP ;

Je dois aussi encourager l'adoption de lois qui facilitent la gestion réussie d'une AMP ;

Je collabore avec les partenaires pour veiller à ce que toutes les parties prenantes soient impliquées dans l'AMP

5 ans après l'établissement de l'AMP, quel changement voudriez-vous voir dans la baie de Yawri ?

L'AMP de la baie de Yawri doit conduire au développement socio-économique des secteurs du tourisme, de la pêche et des exportations de la Sierra Leone.

Il doit y avoir une plus grande harmonisation des lois au niveau sous-régional, parce que les ressources n'ont pas de frontières. Toute pollution des eaux dans les pays voisins détruira également notre pêche.



*GARÇONS DANSANT ET CHANTANT DANS LE DELTA DU SALOUM AU SÉNÉGAL.
Les communautés vivant sur la côte, bénéficient directement des zones humides saines.*



PIROGUES TRADITIONNELLES À CUSSANA, GUINÉE BISSAU.
WIA travaille avec les communautés locales pour restaurer les champs de riz dégradés du fait des changements climatiques.



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN GUINEE-BISSAU

RICHARD DACOSTA, Assistant de projet et JOAOZINHO SA, Coordinateur WIA Guinée Bissau

Pour leur subsistance, les communautés de Cussana, de Cus-sentche et de Cacafal dépendent des ressources naturelles de leurs côtes. WIA Guinée Bissau a travaillé de manière innovante avec les communautés pour restaurer les rizières et la forêt de mangroves, de même il a produit des données sur les changement climatique.

RECHERCHE D'INFORMATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il n'y avait pas beaucoup de données de référence pour la région. Par conséquent, trois grandes études ont été réalisées :

- Une carte indiquant les changements dans le paysage de la région au fil du temps, en se concentrant sur les rizières qui se sont transformées en boue, augmentant ainsi les risques d'inondations.
- Une analyse du climat montrant l'évolution des modèles de précipitations et d'autres facteurs climatiques.
- Une étude hydrologique identifiant la quantité d'eau entrant dans la zone et son impact sur la sédimentation.

/ L'analyse montre que 98% (485 ha) des terres arables étudiées peuvent être restaurées. Les communautés peuvent désormais sélectionner les rizières les plus productives à réhabiliter et prévoir deux récoltes par an.

/ Les trois grandes études ont été combinées en un rapport présentant l'état actuel des connaissances sur les impacts du changement climatique et la manière dont ces communautés s'adaptent à ce changement.

/ Le rapport a conduit à la mise en place d'un comité national sur le changement climatique qui supervisera le Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique.

REPLANTATION DES MANGROVES

Le reboisement du littoral permet à l'écosystème de recouvrir ses propriétés naturelles et de continuer à accueillir sa riche biodiversité. Les mangroves sont des écosystèmes importants pour la protection côtière, la pêche et la séquestration du carbone. Ils sont vitaux pour la subsistance des communautés côtières. WIA Guinée Bissau a appuyé la plantation de plus de 1.100 plants de mangrove. Il a également contribué à créer une association de jeunes qui sera en charge des mangroves replantées.

RESTAURATION DES RIZIERES

WIA Guinée Bissau a appuyé les communautés locales dans la réouverture du canal principal de 1000 m x 9m, qui a amélioré le contrôle de l'eau inondant les rizières lors des grandes marées. Les sédiments bloquant les canaux et les sels pompant les rizières ont été dragués. Cela a également naturellement éliminé les herbes envahissantes et réduit les inondations incontrôlées dans le reste du village.



FOURS DE FUMAGE DES POISSONS

Le fumage de poisson est une technique séculaire de conservation des aliments en Guinée Bissau. Les communautés de pêcheurs locaux utilisent le bois de mangrove pour fumer leurs poissons. Avec les fourneaux améliorés de fumage de poisson introduits par WIA, le fumage dure désormais une journée au lieu de trois. De plus, les fourneaux utilisent seulement un sixième du bois auparavant nécessaire pour fumer le poisson, ce qui réduit la coupe de mangroves. Du coup, contrairement à la situation antérieure, il y a moins de risques d'incendies et d'impacts nuisibles sur la santé.

A photograph of two West African manatees swimming in dark, turbid water. The manatee in the foreground is larger and more prominent, showing its thick, wrinkled skin and large, paddle-like tail. The second manatee is smaller and positioned higher in the frame. The water is a deep, dark blue-green color, and the overall scene is dimly lit, emphasizing the elusive nature of these animals in their natural habitat.

*LE LAMANTIN OUEST AFRICAIN EST UNE ESPÈCE TRÈS MENACÉE
qui est aussi difficile à photographier du fait qu'il vit dans des eaux troubles
et sombres.*

PROTECTION DES LAMANTINS OUEST AFRICAINS

MOMAR SOW, Associé de projet sur les lamantins

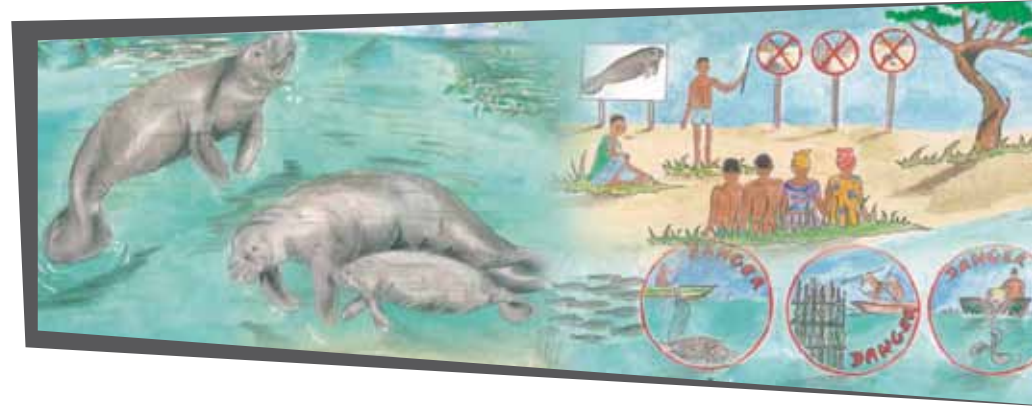
Les lamantins d'Afrique de l'ouest sont une espèce menacée. Au cours des deux dernières années, rien qu'en Sierra Leone, au moins 350 lamantins ont été chassés et tués.

L'homme est le prédateur exclusif du lamantin d'Afrique de l'Ouest, qu'il chasse pour sa consommation. On prête à sa graisse des vertus médicinales tandis que sa peau est utilisée pour fabriquer des cordes en cuir. Les lamantins sont souvent piégés dans des filets de pêche lors de leur migration le long des fleuves. Ils sont quelques fois tués accidentellement lorsqu'ils errent, se nourrissent et détruisent les rizières.

Les lamantins se trouvent là où l'eau douce se mélange à l'eau de mer. Ils constituent un indicateur essentiel sur les zones humides saines et contribuent à l'équilibre de la vie des plantes aquatiques. Il y a eu des indications tendant à montrer que la présence de lamantins dans une zone humide pouvait entraîner une plus grande quantité de poissons, mais cette hypothèse n'a pas été prouvée. Il est important de garder les espèces en vie alors que les études se poursuivent.

Succès de 2010

- La plupart des chasseurs de lamantins n'admettront pas ouvertement qu'ils les tuent, ce qui rend difficile l'arrêt de ce type de chasse. Cependant, avec des informations réitérées et des efforts de sensibilisation, les communautés commencent à percevoir les bénéfices de cette espèce. Plusieurs chasseurs de lamantins ont été identifiés et formés dans des activités alternatives génératrices de revenus. Cela a entraîné une prise de conscience généralisée et l'engagement des autorités et des communautés locales à surveiller et à protéger les lamantins.
- Les vannes du barrage de Matam ont été modifiées et les grilles de sa barrière enlevées, réduisant ainsi le nombre de lamantins tués dans les canaux fluviaux de Pattowell (Kanel) et Nawel. Avant ce changement, plusieurs familles de lamantins avaient été piégées dans les vannes du barrage lors de leurs migrations le long du fleuve Sénégal. En 2010, aucun lamantin ne s'est échoué dans les canaux du barrage.



- Un réseau de suivi des lamantins le long de la côte ouest africaine est désormais en place. Il fournit aux experts des lamantins de la région de nombreuses données importantes sur la répartition des lamantins et les tendances. Ces informations sont essentielles pour une protection plus efficace des lamantins. Le réseau sera également utilisé pour demander l'inclusion du lamantin dans la liste de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Facteurs ayant contribué à la réussite

1. La construction d'un réseau avec les partenaires et les institutions clés, y compris le gouvernement, les autorités locales, les communautés locales, des ONG partenaires et des leaders d'opinion.
2. La construction d'une relation de confiance avec les communautés par le biais de rencontres physiques.
3. L'organisation de réunions à proximité des sites où les lamantins ont été tués permet une participation active des communautés affectées.
4. L'utilisation des médias pour sensibiliser sur la valeur du lamantin tout en mettant la pression sur les chasseurs de lamantins afin de mettre fin à cette chasse.
5. Un travail en étroite collaboration avec des institutions privées telles que la société d'exploitation du barrage.

L'ESSENTIEL SUR LE LAMANTIN

- Son nom scientifique est *Trichechus senegalensis*
- Il existe 4 espèces de siréniens (semblable à une sirène) : 3 lamantins et 1 dugong. Etant la moins étudiée de toutes, le lamantin ouest-africain est l'espèce «oubliée».
- Mammifère aquatique se nourrissant dans les ruisseaux, les fleuves et les lagunes et contribuant à la régulation de la vie des plantes aquatiques dans ces cours d'eau.
- Source de nombreux mythes et légendes et l'objet de certains rituels de chasse.
- Peut atteindre 3 mètres et peser jusqu'à 500 kg.
- Se trouve en Afrique de l'Ouest - vers le nord jusqu'à la Mauritanie, au sud jusqu'en Angola et à l'est jusqu'au Tchad.
- Il migre, selon la saison, entre les fleuves et cours d'eau pour se nourrir et se reproduire.
- La migration dépend des niveaux d'eau ainsi que de la salinité, mais le lamantin préfère les eaux froides et calmes (eaux moyennement ou peu profondes des fleuves, des lacs, des lagunes, des plaines inondables et des zones côtières basses).

Ce que vous pouvez faire pour protéger le lamantin

- Appuyer les efforts de WIA pour inclure le lamantin dans la Convention CITES.
- Lorsqu'un lamantin est piégé dans des filets de pêche ou dans des rizières, appeler immédiatement un agent de protection de la faune plutôt que de le tuer.
- Encourager vos dirigeants à appuyer les politiques visant à protéger le lamantin.



SOURCES DE REVENU ALTERNATIVES POUR LES CHASSEURS DE LAMANTINS

Les chasseurs de lamantins sont traditionnellement des personnes habiles avec des outils et dotés d'une expérience transmise de génération en génération. Grâce à un dialogue permanent et un travail de sensibilisation, plusieurs chasseurs de lamantins ont désormais cessé cette activité. WIA leur a fourni d'autres types d'activités génératrices de revenus.

Au Sénégal, les anciens chasseurs ont été formés pour devenir éco-guides, guides touristiques avec des compétences de base en suivi écologique. De la même manière, ils sont capables de se servir de leurs connaissances sur la région, les fleuves, les variétés d'oiseaux et la biodiversité à des fins touristiques. Ils peuvent également continuer à sensibiliser les communautés sur l'importance de protéger les lamantins.

Dans le village de Mbankam à Niumi, en Gambie, un ancien chasseur est devenu protecteur de lamantins. A présent, il soutient activement le département de la faune locale dans le suivi des lamantins. WIA a également fourni à la communauté locale un petit bateau à moteur de 15 HP, qui permet aux chasseurs de lamantins de pêcher, de servir de guides touristiques, de participer au suivi des lamantins et d'autres espèces, tout en sensibilisant les communautés sur les valeurs séculaires de cet animal.

A Fogbo, en Sierra Leone, des chasseurs présents dans l'un des points sensibles ont créé une association visant à mettre fin à la chasse aux lamantins.





SOLS ARGILEUX IMPERMÉABLES AUGMENTENT LES INONDATIONS.
WIA continue à plaider pour la cause des populations vulnérables vivant près des zones humides.

CONSERVATION DES OISEAUX MIGRATEURS

ABDOULAYE NDIAYE, Chargé de renforcement des capacités

Chaque hiver, des millions d'oiseaux migrateurs volent à travers un réseau de zones côtières et de zones intérieures humides du continent. Ils se reproduisent, effectuent leur nidification, se nourrissent et protègent leurs progénitures durant les cycles de reproduction.

Les oiseaux migrateurs sont des indicateurs importants de la qualité de l'environnement. Par exemple, une augmentation du nombre d'oiseaux dans une région donnée peut indiquer sa richesse biologique. A l'inverse, une population d'oiseaux en déclin dans une région peut indiquer un autre problème lié à l'habitat, probablement la disparition de leur source de nourriture ou de leurs lieux de reproduction préférés.

Au cours de l'année écoulée, WIA s'est associé à BirdLife International pour bâtir de partenariats africains solides (ONG-gouvernement) au service de la conservation des oiseaux. Ils ont appuyé ces réseaux dans le suivi et la gestion des principaux sites d'oiseaux. Ces réseaux renforcés produisent désormais de nouvelles recherches intégrées qui sont vitales pour la conservation de plusieurs espèces d'oiseaux migrateurs.

Réalisations de 2010

- Le recensement annuel - mi-janvier - des oiseaux d'eau a été effectué, en collaboration avec les coordonnateurs (WIA) chargés des oiseaux d'eau, dans plus de 30 pays africains dont le Bénin, la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, la République centrafricaine, le Kenya, et le Sénégal.
- La gestion du site des oiseaux a été améliorée par les communautés locales et plusieurs membres du personnel en charge de la faune ainsi que des bénévoles ont été formés au suivi des oiseaux d'eau et à la gestion des zones humides.
- Un solide réseau régional de sites critiques des oiseaux est en place et les principales parties prenantes, au niveau national, sont désormais impliquées dans les activités de recensement.
- Le financement pour les enquêtes sur les oiseaux dans quelques pays ouest-africains a été sécurisé et les gouvernements de ces pays mettent actuellement en œuvre des quotas de chasse et élaborent des plans d'action pour les espèces.



*VOL D'OISEAUX DANS LA ZONE HUMIDE DE NAMGA-KOKOROU, NIGER.
Les zones humides sont des sites de reproduction importants pour les oiseaux
hivernant sur le continent.*

- 50% des colonies de sternes royales se reproduisent sur «l'île aux oiseaux» dans le delta du Saloum, au Sénégal.
- 75% de la population mondiale des flamants nains niche chaque année sur le lac Natron, en Tanzanie.



LES PAPILLONS SONT UN INDICATEUR IMPORTANT DE LA BIODIVERSITÉ
Chaque année, ils pollinisent des millions de plantes dans les zones humides.



BIOMAC : RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DANS LA CONSERVATION

MARIAMA DIA, Associée au projet BIOMAC

BIOMAC, le réseau de biodiversité marine et côtière en Afrique de l'Ouest, coordonne les efforts de conservation des espèces et des habitats, de la sous-région, dans les écosystèmes marins et côtiers. Dans le cadre du PRCM (Programme régional de conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'ouest), BIOMAC couvre le Cap-Vert, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée et la Sierra Leone.

Quelques succès de BIOMAC en 2010 :

- Un plan de réaction rapide en cas de catastrophe qui devra opérationnaliser un système de suivi environnemental le long des côtes de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone est maintenant disponible. Les côtes ouest-africaines sont riches en biodiversité, mais l'habitat y est aujourd'hui fortement menacé : échouage de mammifères marins sur la côte, marée noire entraînant une pollution à grande échelle ainsi que la destruction des mangroves. Un plan de réaction rapide en cas de catastrophe environnementale qui décrit les étapes nécessaires à la protection de la côte est crucial.
- Une analyse des écarts a permis d'identifier 7 espèces vitales (les oiseaux d'eau, l'hippopotame, le poisson-scie, les mammifères aquatiques, les crustacés, la tortue verte et la tortue caret) et 10 habitats (y compris les montagnes de la mer, les estuaires, les vasière, et les sites sacrés) qui ont été négligés par les efforts de conservation de la région. BIOMAC utilise cette analyse pour promouvoir des synergies dans la recherche et des plans d'action de conservation de ces espèces et habitats.
- Un centre de ressources de la biodiversité, en ligne, est désormais fonctionnel et accessible à toutes les parties prenantes. La version bêta du portail internet est accessible sur le site <http://biomacnetwork.org>. Avec la mise en ligne d'un centre commun de ressources de la biodiversité, les différents partenaires pour la conservation, à travers la région, peuvent maintenant échanger des informations et tirer des enseignements des bonnes pratiques des uns et des autres. Cela facilite également une meilleure hiérarchisation des projets futurs.



BIOMAC INFORMATION PORTAL

Visitez le portail internet de BIOMAC
sur <http://biomacnetwork.org>.



BIORIGHTS - MICROFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE POUR LA CONSERVATION DES ZONES HUMIDES

FATIMA SOW, Coordonnatrice des médias et de la communication,
et BAKARY KONÉ, Coordinateur national, WIA Mali

L'approche

Bio-Rights est un mécanisme financier qui fournit des microcrédits aux collectivités locales en échange de leur engagement dans la conservation des zones humides. Cette approche de gestion communautaire des ressources naturelles appuie les activités socio-économiques durables par la restauration des écosystèmes et la conservation de la diversité biologique dont les communautés dépendent pour leur subsistance. Cela conduit aussi bien à une augmentation qu'à une diversification des sources de revenus de subsistance.

Bio-Rights s'efforce à fournir une impulsion financière permettant aux collectivités de restaurer leurs propres écosystèmes. Par exemple, un groupe de femmes peut replanter et prendre soin d'un certain nombre d'arbres, ce qui leur offre la possibilité d'avoir des fonds pour démarrer un jardin potager. Autrement, un village pourrait préserver et restaurer activement la végétation de la zone humide naturelle (et ses environs) pour laquelle il a reçu des fonds afin de creuser un puits qui serait indispensable. Les communautés apprécient la valeur de leur environnement et des ressources que les zones humides leur fournissent. Cependant, elles ont souvent des difficultés à privilégier leur restauration et leur protection dans la mesure où elles ont des besoins socio-économiques immédiats et manquent d'alternatives concrètes. L'approche Bio-Rights parvient à combiner la possibilité de prendre soin de l'environnement tout en répondant aux besoins essentiels de subsistance.

Bio-Rights - Une bonne pratique

Wetlands International Afrique (WIA) a initié avec succès l'approche Bio-Rights dans le delta intérieur du Niger, depuis plus de 5 ans. En partenariat avec les autorités locales, les institutions de microcrédit (Camec et Kondo Jigima) et des ONG (Care International et Amprode Sahel), WIA a appuyé 9 communautés du DIN dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance tout en faisant face au problème de plus en plus crucial de la dégradation des zones humides.

Ci-dessous on présente une description du processus de Bio-Rights pour les groupements de femmes Bozos, Bamanas et Sofora :

PREMIÈRE ÉTAPE

WIA s'est allié avec plusieurs institutions nationales de micro-crédit (y compris Camec, Kondo Jigima et Amprode Sahel) présentes dans le delta intérieur du Niger et qui appliquent de faibles taux d'intérêt. Le maire, les conseillers et les fonctionnaires ont été formés sur la manière d'intégrer Bio-Rights dans les plans locaux de développement communautaire. Des réunions publiques ont eu lieu pour renforcer la compréhension des communautés participantes. En outre, le département de l'Eau et de la foresterie du Ministère et de l'Environnement a apporté son soutien. Le fait d'impliquer toutes les parties prenantes dès le début du processus a permis d'assurer une bonne compréhension et des objectifs communs.

DEUXIÈME ÉTAPE

WIA a travaillé avec des leaders de la communauté pour identifier les groupements de femmes bénéficiaires et impliqués dans le concept de Bio-Rights. Il les a ensuite encadrés pendant une certaine période dans le remboursement de leur micro-crédit (à faible taux d'intérêt) et a travaillé avec eux pour qu'ils obtiennent le statut juridique de groupements communautaires, reconnus officiellement par le gouvernement. WIA a aidé ces groupements à déterminer les capitaux nécessaires pour démarrer de petites activités économiques. Ils ont, en retour, identifié les services environnementaux qu'ils pourraient fournir, en cohérence avec les plans locaux de développement communautaire.

TROISIÈME ÉTAPE

Une fois les activités convenues, WIA a confié les fonds à l'une des institutions de microcrédits signataires. Les groupements de femmes ont ensuite signé des contrats d'accord et d'adhésion, qui leur ont donné accès au financement.

Durant le premier cycle de Bio-Rights, les groupements de femmes Bozos, Bamanas et Soforas ont reçu chacun et respectivement 1525€, 763€ et 5336€. Ils ont utilisé le microcrédit pour, entre autres activités économiques : cultiver des céréales et planter un potager, développer le processus de vente de produits de la pêche, et élever de la volaille. En contrepartie du microcrédit, ils ont planté des parcelles d'arbres pour la communauté et restauré des bourgoutières (une zone humide locale faite d'herbes fournissant à la fois du fourrage pour le bétail et un important habitat pour la pisciculture et les oiseaux d'eau).

QUATRIÈME ÉTAPE

WIA a suivi l'évolution de leurs activités pendant toute la période de remboursement, à l'issue de laquelle l'établissement de microcrédit et les leaders du groupement de femmes ont évalué leurs efforts de conservation. Avec un taux de réussite supérieur à 75%, ces groupements de femmes garderaient le capital des fonds empruntés et rembourseraient l'établissement de microcrédit pour appuyer de futures activités socio-économiques. Le groupement de femmes de 200 membres a, par exemple, reçu 5336€ de l'établissement de microcrédit Kondo Jigima. En retour, ils ont planté, sur un hectare, des Tamarus, des Mangifera et des acacias, et se sont, au fil du temps, occupés avec succès des jeunes arbres et de l'écosystème. Grâce, à leurs efforts pour conserver et restaurer l'écosystème, ils ont eu le droit de conserver la totalité du crédit accordé. Dans ces cas, de nombreux groupements de femmes ont choisi de confier les fonds à l'établissement de microcrédit pour de futurs microcrédits ou comme fonds auto-renouvelables.

MEMBRE D'UN GROUPEMENT DE FEMME S'OCCUPANT D'UN ARBRE EN ÉCHANGE D'UNE AIDE D'ACCÈS AU MICRO CRÉDIT.
Au moins 10 groupements de femmes à Kakaghan au Mali ont bénéficié de cette initiative Bio-rights.

Photo de WIA

33

AVANTAGES DE BIO-RIGHTS

Bio-Rights:

- Est durable - dans la plupart des cas, les groupements de femmes continuent d'avoir accès aux microcrédits sans avoir à injecter de nouveaux fonds
- Réduit la pauvreté et améliore les conditions de vie des populations en augmentant et en diversifiant les revenus ;
- Appuie les initiatives communautaires de gestion des ressources naturelles locales et la conservation de la biodiversité ;
- Sensibilise les acteurs locaux sur les interrelations entre leurs activités socio-économiques et la gestion de leurs ressources naturelles ;
- Ne nécessite pas de recapitalisation et ses coûts d'exploitation sont faibles.



REBOISEMENT DE MANGROVE DANS LE DELTA DU SALOUM, AU SÉNÉGAL.
Les mangroves réduisent les impacts négatifs des changements climatiques.

FOND D'IMPULSION - PROMOTION COMMUNAUTAIRE DE LA CONSERVATION EN AFRIQUE

GABIN AGBLONON, Associé de projet

Que signifie le Fond d'impulsion ?

Le Fond d'impulsion est une petite subvention n'excédant pas 25.000 euros et qui peut propulser les efforts de conservation environnementale des organisations à la base. Ces fonds ont pour but de redynamiser les partenariats entre les projets de conservation au niveau communautaire et les opportunités de financement externes. Ils viennent en appui aux projets de développement nationaux ou régionaux, aux partenariats et aux initiatives de collaboration dans l'optique de sécuriser un financement des bailleurs de fonds.

Comment WIA fait-il la promotion de la conservation au niveau communautaire?

Le Fond d'impulsion de WIA permet aux organisations communautaires de base en Afrique d'avoir accès à un financement qui va :

- Renforcer les partenariats intersectoriels et les efforts collectifs de conservation des zones humides entre les organisations de développement, les structures du secteur public ou privé et les organisations de la société civile ;
- Elaborer des idées et des esquisses de projets qui évaluent les implications politiques de la conservation des zones humides au niveau local ou régional ;

- Permettre l'accès aux financements des bailleurs de fonds qui encouragent la conservation ;
- Tester des idées et des approches novatrices pour l'intégration de la gestion des zones humides et la réduction de la pauvreté au profit de l'écosystème et des populations locales.

L'année dernière, WIA a octroyé un fond d'impulsion à 12 organisations différentes, notamment :

- Bénin - Eco-Ecolo
- Kenya – Kenya Wildlife Service Training Institute (KWSTI)
- Kenya – Noomayianat Community Development Organization (NCDO)
- Kenya – Eastern Africa Environmental Network (EAEN)
- Malawi – Malawi Enterprise Association (MALEZA)
- Mali - CAMEC Nationale
- Sénégal – Cabinet FORAC
- Sénégal - Centre de Suivi Ecologique (CSE)
- Ouganda - Community Development and Conservation Agency (CODECA)
- Ouganda - Joint Ethnobotanical Research and Advocacy (JERA)
- Zambie, Zimbabwe, et Mozambique - African Wildlife Foundation (AWF)

Pour de plus amples informations sur leurs réalisations, consulter le rapport sur le fond d'impulsion sur <http://afrique.wetlands.org>.

Plan de gestion environnementale et de développement de la municipalité de Kayar

- Kayar - ville côtière, à 50 km au nord de Dakar, au Sénégal.
- Population - 15.000 habitants
- Moyens de subsistance - au moins 80% issus de la pêche et de l'agriculture à petite échelle.
- Poissons capturés en 2008 - 50.000 tonnes métriques évaluées à 12 millions d'euros.
- Principales menaces - l'urbanisation anarchique exerçant une pression sur l'eau, la terre, la pêche, les ressources agricoles et forestières.
- WIA a octroyé un financement initial à la municipalité locale, en collaboration avec le Cabinet FORAC. Par la suite, la commune de Kayar et son conseil municipal ont adopté le plan de gestion environnementale et de développement de la municipalité de Kayar pour une durée de 6 ans. Déjà, l'adjoint au maire de Kayar a fait un bon usage du plan en mobilisant des fonds publics pour la construction de routes, d'un abattoir et d'un marché, entre autres, pour un total de 2 millions d'euros alloués pour les 6 prochaines années.

RENFORCEMENT DES CAPACITES AFRICAINES

ABDOULAYE NDIAYE, Chargé du renforcement des capacités

WIA a mis à la disposition de nos partenaires des connaissances de base et des compétences pratiques sur les écosystèmes et les approches communautaires pour l'adaptation au changement climatique. Par ce biais, WIA a commencé à bâtir un réseau de professionnels des zones humides en Afrique.

Les réalisations en 2010

Sept modules de formation ont été revus et mis à jour dans les domaines suivants : les zones humides et l'adaptation basée sur l'écosystème ; l'évaluation de la vulnérabilité et de l'impact environnemental stratégique ; l'intégration des écosystèmes dans les infrastructures pour l'adaptation au changement climatique ; les approches communautaires pour l'adaptation ; la réduction des risques de catastrophe et les financements innovants pour l'adaptation au changement climatique.

Le contenu du programme a été développé en partenariat avec WWF-US, Conservation Internationale et l'Université et le Centre de recherche de Wageningen.

WIA a organisé avec succès des sessions de formation régionale de formateurs pour quelques professionnels des zones humides sélectionnés. Ces formateurs ont ensuite été en mesure de partager avec d'autres travailleurs, les décideurs politiques et les journalistes aux niveaux régional, national et local, les compétences nécessaires pour s'assurer que l'adaptation de l'écosystème au changement climatique est prise en compte dans leur travail quotidien et aussi dans tous les plans et programmes de développement.

Les bonnes pratiques ayant contribué à la réussite

- La formation des formateurs a permis de partager au niveau national et communautaire des connaissances sur les zones humides et des compétences à travers le continent, tout en garantissant l'assimilation des cours et donc la durabilité des modules de formation.
- Les formations ont appuyé l'élaboration de plans de travail individuel et collectif qui se situent en droite ligne avec des thèmes pertinents pour les zones humides, comme au Nigeria où des groupes ont élaboré un cadre pour intégrer l'écosystème, le changement climatique et l'adaptation fondée sur la communauté dans la stratégie nationale d'adaptation et le plan d'action. Les échanges au sein du réseau de journalistes pour l'agriculture en Afrique de l'Ouest ont également abouti à des engagements individuels tandis que le centre RAMCEA des zones humides a été appuyé techniquement dans l'élaboration de son plan de renforcement des capacités régionales.
- Les centres de formation, tels que l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD), ont totalement intégré des modules sur les zones humides dans leurs cours et le travail se poursuit également pour aider l'Uganda Wildlife Education Center (UWEC) et le Kenya Wildlife Service Training Institute (KWSTI) à conclure le processus.

STATISTIQUES SUR LES FORMATIONS

121 personnes ont été formées dans les cours administrés au niveau national et qui se sont déroulés au Ghana, au Kenya, en Ouganda et au Nigeria. On y dénombrait 27 formateurs, 57 travailleurs, 20 décideurs politiques et au moins 17 journalistes provenant de toute l'Afrique. Les cours de la formation ont été réalisés en partenariat avec l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD) de Nairobi, au Kenya et le centre pour les zones humides d'Afrique à Accra, au Ghana.

Les formations supplémentaires ont permis de former 18 décideurs sur la gestion des zones humides, en partenariat avec l'autorité du bassin du Niger, 28 représentants de la société civile de la région du bassin du Niger sur les infrastructures et le plaidoyer, 32 partenaires du niveau communautaire sur la GIRE et la gestion des zones humides, 12 membres de l'association zones humides du Kimana sur la gestion des zones humides, 145 agriculteurs du Malawi sur la gestion des zones humides et le FLA, en plus des séances sur la gestion des terrains boisés et le changement climatique.

PARTICIPANTS À UNE SESSION DE FORMATION SUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES À NAIROBI, KENYA.

Les praticiens des zones humides fournissent les informations et les perspectives nécessaires sur l'adaptation aux changements climatiques dans les écosystèmes de nos zones humides.





PARLEMENTAIRES AFRICAINS À UNE VISITE DE TERRAIN DURANT LE DIALOGUE POLITIQUE NATIONALE À KAMPALA, OUGANDA.

WIA est pour le renforcement de capacités des décideurs politiques afin de relever les défis de la conservation des zones humides.

POLITIQUES QUI PROTEGENT LES ZONES HUMIDES

PAPA MAWADE WADE, Chargé de politique

En 2010, l'équipe de politique WIA s'est employée à influencer les politiques aux niveaux local, national, régional et international sur la gestion des zones humides, la biodiversité et le changement climatique.

Les réalisations en 2010

Au niveau international

- La 15^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Cancun au Mexique – a permis d'obtenir un accord provisoire du conseil d'administration pour une révision en 2011 de l'analyse sur l'exclusion sociale ; la reconnaissance des principes de gestion des zones humides et l'adoption de l'outil communautaire d'adaptation au changement climatique ;
- Convention sur la Biodiversité (CBD) – Intégration réussie des perspectives relatives aux eaux douces dans les objectifs pour 2011 - 2021.
- Semaine de l'Eau à Stockholm - Contributions sur les zones humides, la santé et la prise de décision liées aux infrastructures sur le bassin du fleuve en prenant des exemples sur le delta intérieur du Niger.

Au niveau continental

- Conférence des ministres africains sur l'environnement (CMAE) à Bamako au Mali - La reconnaissance de l'adaptation basée sur l'écosystème dans la Déclaration de Bamako qui a été décrite par le PNUE comme «la nouvelle feuille de route du continent pour un développement durable et le socle visant à renforcer la position commune de négociation sur le changement climatique et la diversité biologique.»
- La Semaine de l'eau en Afrique à Addis-Abeba en Ethiopie – Un plaidoyer pour une approche intégrée de la gestion des ressources en eau au sein des infrastructures du secteur de l'eau, l'assainissement et la santé.
- PRCM (Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest) à Nouakchott en Mauritanie - Une charte sous-régionale sur la gestion durable des mangroves et une déclaration des Ministères de l'Afrique de l'Ouest sur les mangroves et le changement climatique.



Au niveau local

- Delta Intérieur du Niger au Mali - Une révision du programme de développement durable, qui inclut désormais la gestion intégrée des ressources en eau, la gestion durable des zones humides et les perspectives de conservation de la biodiversité : le développement d'une société civile, le Plan stratégique d'action de plaidoyer du Mali 2011 - 2015 ;
- Guinée Bissau - L'approbation des statuts juridiques qui régissent le comité national sur le changement climatique.

CHARTRE MANGROVE : SIX GOUVERNEMENTS OUEST-AFRICAINS S'ENGAGENT À LA CONSERVATION DES MANGROVES

À la date du 30 juin 2010, six gouvernements ouest-africains ont signé une charte les engageant à protéger les mangroves de la sous-région. Le ministre mauritanien de l'environnement a présidé la cérémonie de signature de la Charte aux côtés de ses homologues de la Gambie, de la Guinée-Bissau, ainsi que des représentants ministériels du Sénégal, de la Guinée et la Sierra Leone. La Charte Mangrove inclut des plans d'action spécifiques pour chaque pays avec des activités détaillées à entreprendre dans le but de restaurer l'écosystème des mangroves dans les années à venir.

La signature de cette charte est un acquis important qui met fin à trois ans de plaidoyer mené par des organisations environnementales du PRCM telles que Wetlands International et l'IUCN. L'Initiative Mangrove en Afrique de l'Ouest (IMAO), qui a duré 3 ans, visait à identifier les voies et moyens d'atténuer la dégradation de la mangrove. Les projets de l'IMAO visent aussi le reboisement, l'amélioration des revenus pour les communautés ainsi que l'organisation de larges consultations pour une gestion concertée et durable.

Nous espérons que ces résultats positifs mettront un terme à la déforestation persistante des mangroves le long de la côte. WIA loue cet énorme effort pour harmoniser les politiques nationales et se réjouit de la perspective d'une restauration à grande échelle, de la conservation et de l'utilisation rationnelle des ressources dans ces six pays africains.

FINANCES EN MILLIERS D'EUROS - Récapitulatif des recettes et des dépenses

RECETTES

Réelles en 2010

3,264 €

Réelles en 2009

2,028 €

Fonds reçus

des projets

Réelles en 2010

2,620 €

Réelles en 2009

1,741 €

Fonds Institutionnels

Réelles en 2010

490 €

Réelles en 2009

246 €

Autres fonds

Réelles en 2010

154 €

Réelles en 2009

41 €

DEPENSES

Réelles en 2010

3,264 €

Réelles en 2009

2,028 €

Charges globales

des projets

Réelles en 2010

2,057 €

Réelles en 2009

1,253 €

Charges institutionnels de fonctionnement

Réelles en 2010

527 €

Réelles en 2009

276 €

Comptes débiteurs

Réelles en 2010

208 €

Réelles en 2009

146 €

Provisions

Réelles en 2010

172 €

Réelles en 2009

299 €

Trésorerie générale

Réelles en 2010

300 €

Réelles en 2009

54 €

LISTE DES PROJETS DE 2010

IMAO
*Initiative Mangrove
en Afrique de l'Ouest*

Bailleurs
Fondation MAVA

Biodiversité des eaux douces

*Approches basées sur l'écosystème
pour la gestion des ressources
en eau d'Afrique*

Bailleurs
**Union Européenne
IUCN**

WOW

Wings Over Wetlands

Donors

GEF UNEP, German Government, AEWA,
RAMSAR, European Commission, National
Wildlife Office, France, Environmental Pro-
tection Agency, Sweden, Danish Ministry
of Environment and Energy, Ministry of En-
vironment and Sustainable Development,
France, Swiss Agency for the Environment,
Forests and Landscape - BUWAL

PRCM

- Mise en place d'aires marines protégées
en Sierra Leone
- Conservation des Lamantins
ouest africains
- BIOMAC-appui aux partenariats parmi les
organisations environnementales le long
des côtes ouest africaines.

Bailleurs
**Ambassade des Pays Bas au Sénégal
Ambassade d'Espagne au Sénégal**

Programme zones humides et moyens d'existence (WLP)

*Traduire les questions relatives aux
zones humides, aux moyens de subsis-
tance et à l'environnement, en politiques
et pratiques grâce à la planification inter-
sectorielle et des mesures efficaces et
durables sur le terrain.*

Bailleurs
**Ministère Néerlandais des Affaires
Etrangères (DGIS)**

WETWIN

*Renforcement du rôle des zones hu-
mides dans la gestion intégrée des
ressources en eau des bassins fluviaux
jumelés dans l'UE, en Afrique et en
Amérique du Sud, en appui aux initia-
tives européennes pour l'eau (IEE)*

Bailleurs
Union Européenne

REDDIN

Bailleurs
**Ambassade de Suède
au Mali et L'IUCN**

Renforcement des initiatives
relatives aux zones humides
côtières dans le cadre du
PRCM

*Renforcement de WI dans le développe-
ment et la mise en œuvre d'initiatives de
partenariat dans le cadre du PRCM.*

Bailleurs
Fondation MAVA

PRESENTATION DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION



SENEGAL - Amadou Moctar Niang - *PRESIDENT*

Moctar Niang bénéficie de décennies d'expérience dans le domaine de l'environnement. Auparavant, il a été durant 15 ans le directeur général du Centre de Suivi Écologique (CSE), dédié au suivi des données écologiques au Sénégal. Il a également occupé les fonctions de directeur national de la conservation des sols et du reboisement, de président du conseil d'administration de l'Institut sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), et de directeur de projet pour le Projet Reboisement du Sénégal.

M. Niang dispose d'une formation en génie forestier et études environnementales. Il possède un diplôme de gestion obtenu au CESAG.



SIERRA LEONE - Haddijatou Jallow

Haddijatou Jallow est la présidente exécutive de l'Agence de Protection de l'Environnement au Sierra Leone (SLEPA). Elle a auparavant occupé divers postes clés au sein de l'Office Sierra Léonais de la défense et du Ministère gambien de la Justice.

Mme Jallow est une spécialiste du droit de l'environnement (LL.M., Université George Washington, Washington) et du droit international et de la diplomatie (M.I.L.D, Université de Lagos, Nigeria). Elle est l'auteure de deux publications sur les droits humains.



SENEGAL - Ibrahima Thiam

Ibrahima Thiam est le Directeur régional de Wetlands Int. Afrique. Auparavant, il a été le directeur régional d'Oxfam America et chargé de programme à World Vision International. Ibrahima a également travaillé comme consultant et fondé une société de conseils au service des Organisations à but non lucratif.

Ibrahima Thiam est titulaire d'une maîtrise en économie rurale et en planification délivrée par l'Université Russe de l'Amitié des Peuples et d'un MBA obtenu à la MIT Sloan School of Management (Cambridge, Massachusetts, USA)



ROYAUME UNI - Jane Madgwick

Jane Madgwick occupe la fonction de PDG de Wetlands International depuis 2004. Elle occupe ce poste après sept années de travail dans le domaine des eaux douces et des zones humides pour WWF en Europe, en Australie et dans le reste du monde.

Madame Madgwick est titulaire d'une licence en biologie humaine et environnementale de l'Université de York et d'une maîtrise en conservation au Collège Universitaire de Londres.



TANZANIE - Professeur Andrew Barde Gidamis

Professeur Gidamis est depuis 7 ans le PDG de l'Institut Africain pour le Développement des Capacités (AICAD), basé à l'Université Jomo Kenyatta, au Kenya.

Professeur Gidamis est titulaire d'un doctorat en agriculture (Biotechnologie) de l'Université de Kyoto au Japon, d'une maîtrise (Sciences alimentaires) de l'Université de Reading au Royaume-Uni et d'une licence (Agriculture), avec une spécialisation en sciences et technologies alimentaires de l'Université d'agriculture Sokoine Morogoro (Tanzanie).



FRANCE - Thierry Senechal

Thierry Senechal est le conseiller aux politiques publiques et directeur du partenariat à la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Il est économiste et spécialiste en administration publique de par sa formation, avec une expertise particulière dans la gestion des finances publiques et la planification stratégique pour les organisations publiques.

Thierry Sénéchal est diplômé de l'Université de Columbia (BA, Magna Cum Laude, Phi Beta Kappa), de l'Université de Harvard (MPA) et du MIT (MBA).

PRESENTATION DU PERSONNEL DE WETLANDS

NOM	FONCTION
Ibrahima Thiam	Directeur Régional
Abdoulaye Ndiaye	Chargé du renforcement des capacités de projets
Assitou Ndinga	Coordinateur de projets
Emma Greatrix	Coordinateur de projets
Fatima Haby Sow	Coordinatrice des médias et de la communication
Fatou Mbengue Guenoune	Administratrice régionale
Mamadou Niane	Coordinateur de projets
Papa Mawade Wade	Chargé de politique
Ruthpearl Wanjiru Ng'ang'a	Chargée de la communication et des campagnes
Gabin Agblonon	Associé de projet
Mariama Dia	Associé de projet
Momar Sow	Associé de projet
Nicole Richardson	Associé de projet
Richard Dacosta	Associé de projet
Salimata Diallo Diop	Associée financière
Abdoulaye Gaye Diop	Associée financière
Maïmouna Tall	Assistante exécutive
Aissatou Badiane	Assistante administrative
Sira Diatta	Assistante Informatique
Ousmane Sane	Chauffeur / Coursier
Momar Wade	Chauffeur / Coursier
Ramatoulaye Diatta	Agent d'entretien
Souleymane Diagana	Agent d'entretien
Fatou	Chef cuisinier

SIERRA LEONE

Sheikh Sowa	Coordinateur de Projet
Lynette E. H. John	Chargée de projet
Yatta H. Kamara	Chargée de projet
Thomas O. Turay	Agent de liaison avec les communautés
Mohamed Conteh	Agent de liaison avec les communautés

NOM	FONCTION
MALI	
Bakary Koné	Coordinateur national
Idrissa Maiga	Coordinateur adjoint
Almoustaphe Maiga	Coordinateur de Projet
Mori Diallo	Coordinateur de Projet
Karamoko Sanogo	Chargée de Projet
Madame Traoré,	Associée financière
Assitan Sangare	Associée financière
Togola, Fatoumata Doumbia	Secrétaire
Aliou Diallo	Chauffeur / Coursier
Ongoiba Hamédine	Garde
GUINEA-BISSAU	
Joãozinho Sá	Coordinateur National
Hamilton Monteiro	Agent technique
Jose Valdemiro Rodrigues	Chargé de projet
Inocencia da Silva	Administrateur Financier
Mario Sa	Chauffeur
KENYA	
Oliver Nasirwa	Chargé des oiseaux d'eau au niveau sous régional

43

[CREDITS]

NOUS REMERCIONS SINCÈREMENT TOUS LES PARTENAIRES ET LE PERSONNEL DE WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE POUR AVOIR CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE RAPPORT ANNUEL.

Publier par Wetlands International Afrique, Dakar - SENEGAL

<http://afrique.wetlands.org> - wetlands@orange.sn

Ecrite par Ruthpearl Wanjiru Ng'ang'a (WIA) avec le support éditorial de Richard DaCosta, Maimouna Tall, Emma Greatrix, Fatima Sow, Nicole Richardson, Cheikh Tidiane et Mamadou Niane.

Création par Marylene Mahieux (MMBC - Marketing Management & Business Consultancy)

Photographies de Wetlands International Africa Image Bank et Fotolia

Copyright ©2010 par Wetlands International Afrique

Tous droits réservés, y compris le droit de reproduire cette publication intégrale ou partielle de toute forme.



Déjeuner au bureau WIA



Laurinda et Innoncia



Fatima Sow et Abdoulaye Diop



Ibrahima Thiam



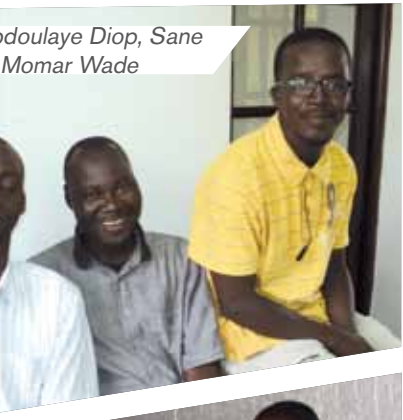
Gauche à droite : Salimata Diallo Diop, Aïssatou Badiane et Ndeye Fatou Gueye



Karamoko Sanogo, Idrissa Maïga et Mori Diallo



Fatou Guenoune et Assitan Traore

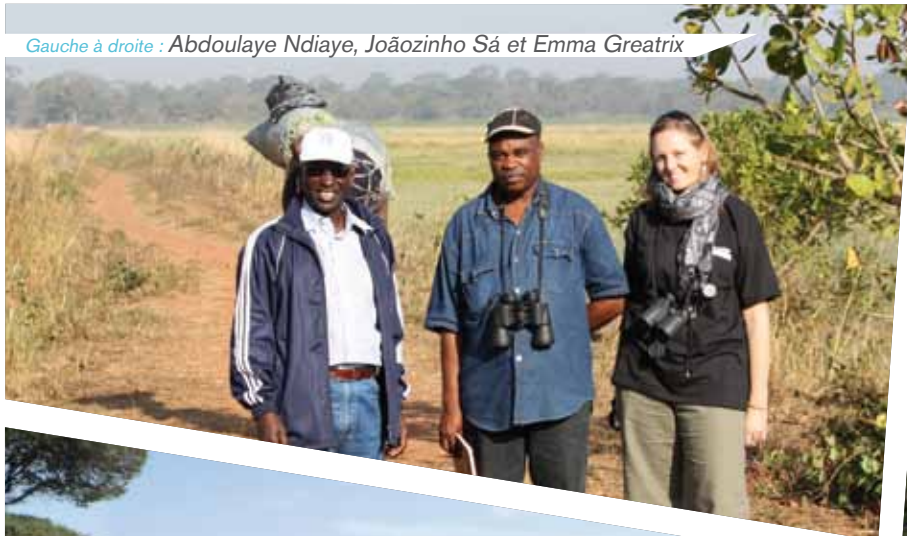


Gauche à droite : Abdoulaye Diop, Sane et Momar Wade



Bakary Koné

Gauche à droite : Abdoulaye Ndiaye, Joãozinho Sá et Emma Greatrix



Atelier WIA, Examen stratégique à Naivasha, au Kenya



Les praticiens des zones humides à un atelier de formation



Sierra-Léonais a une visite d'échange pour la protection Maritime de Joal au Sénégal.



Momar Sow et Mariama Dia



Gauche à droite : Ramatoulaye, Souleymane et Fatou



Richard Dacosta et Gabin Agblonon



Fatima Sow lors d'une réunion communautaire au Mali



Yatta et Lynette John



Gauche à droite : Ibrahima Thiam, Ruthpearl Ng'ang'a et Mamadou Niane



WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE

Bureau régional en Afrique
Rue 111, Villa No 39, Zone B Dakar,
Sénégal
Tél : +221 33 869 16 81

BUREAU DU MALI

BP : 97; Rue : 216; Millonkin Sevaré/Mopti - Mali
Phone : +223 21 42 02 42

BUREAU DE GUINÉE-BISSAU

A/O GPC
Apartado 23 1031 Codex Bissau
Rep Guinea-Bissau
Phone: +245 25 51 64